

« L'Algérie est toujours gérée par le système laissé par Boumédiène »



L'ancien chef du gouvernement algérien Sid Ahmed Ghazali a fustigé, à partir de Montréal, le système algérien qui n'aurait pas changé, selon lui, depuis l'ère de Boumédiène.

Lors de son passage ce mercredi à l'émission Rencontres berbères de Radio Centre ville de Montréal, celui qui était chef du gouvernement entre juin 1991 et juillet 1992, a affirmé que « l'Algérie est toujours gérée par le système de Boumédiène mais sans Boumédiène ce qui est encore pire ! ».

Car du temps de Boumédiène, il était clair que c'était lui le chef. A sa mort, on s'est gardé de lui donner un successeur. Ceci permet une gestion occulte du pays : ceux qui dirigent ne sont pas ceux qu'on voit.

Par ailleurs, « Boumédiène n'a jamais dit aux Algériens qu'il allait leur ramener la démocratie », a-t-il soutenu. Il assumait la nature dictatorial de son règne puisqu'il signait au nom du conseil de la révolution – une façon politiquement correcte de nommer une dictature. « Donc, il n'a pas menti aux Algériens sur le plan constitutionnel et il s'est occupé des problèmes du peuple qui le lui a bien rendu », affirme Sid Ahmed Ghazali, faisant allusion au président Bouteflika qu'il ne prend pas pour « le problème de l'Algérie mais un des problèmes du pays ».

Les promesses de réforme du président algérien ne trouvent aucune grâce aux yeux de l'ancien chef du gouvernement. « La meilleure réforme en Algérie a été faite en 1989 » et le problème réside dans la non application des lois et règlements.

Il a donné l'exemple de son parti, le Front démocratique, qui est autorisé par la loi mais interdit de facto par le gouvernement.

Devant l'animateur de l'émission Mourad Mahamli et Aziz Fares, l'ancienne gloire de la radio algérienne et actuellement animateur à Radio Ville Marie, Sid Ahmed Ghozali a dressé un tableau noir de la situation actuelle des libertés démocratiques en Algérie.

Se défendant de faire partie de ce système et d'être de ceux qui ne découvrent l'opposition que lorsqu'ils sont exclus, il a affirmé qu'il a déjà dit ce qu'il pense publiquement du système dans une lettre de quatre pages après l'assassinat du président Boudiaf. Une lettre qui aurait été boudée par la presse algérienne.

Le successeur de Mouloud Hamrouche n'a pas clairement défini le système algérien quand les animateurs le lui ont demandé. Il l'a décrit comme étant l'ensemble des institutions qui gèrent le pays. Il ne l'a pas lié nécessairement aux services de sécurité ou à l'armée. « La réalité du système algérien est l'opposé même des textes qui le définissent [constitution, lois..., NDLR] », a-t-il soutenu.

Il lui reproche ce qu'il appelle les 3 péchés capitaux : il ne respecte pas ses propres lois, croit à tort qu'une société fonctionne aux ordres comme une armée et enfin travaille dans l'impunité. Ce qui mène obligatoirement à des décisions erronées dans tous les domaines.

Celui qui a dirigé Sonatrach entre 1966 et 1977, nommé par Boumédiène, trouve que la nature du système algérien lui-même a fini par donner une société, la seule au monde, qui « vit à partir d'une richesses qu'elle ne crée pas ».

Enfin, pour lui, les erreurs de l'Algérie remonteraient aux choix politiques à l'indépendance. Au lieu d'un système démocratique, les Algériens ont préféré le système du parti unique car c'était la seule façon de protéger l'indépendance – selon le consensus de l'époque. La responsabilité de ce choix, selon Sid Ahmed Ghozali, est partagée entre tous les Algériens.

A rappeler que l'ancien chef du gouvernement algérien donnera aujourd'hui à 15h30 une conférence aux HEC de Montréal sur Les difficultés de la construction d'un Etat. Elle sera modérée par le professeur en management de la même école Taïeb Hafsi. Ceci entre dans le cadre de la première Semaine internationale des HEC de Montréal en collaboration avec la fondation Club Avenir. Le thème retenu étant l'Algérie et sa culture.

voir aussi

[• Plus de détails sur le site de la fondation](#)